

LA MAJORATION DU PRIX DES PERMIS DE  
PÊCHE DÉLIVRÉS PAR LE MANITOBA

**M. Robert Simpson (Churchill):** Monsieur l'Orateur, le ministre a-t-il eu le temps de vérifier le relèvement de 33½ p. 100 du prix des permis de pêche délivrés par le gouvernement du Manitoba?

**L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations):** Non, monsieur l'Orateur, mais les conditions sont bien meilleures en Colombie-Britannique pour la pêche et je conseille au député d'aller pêcher là-bas.

RADIO-CANADA

L'ÉTABLISSEMENT D'UNE COMMISSION INDÉ-  
PENDANTE CHARGÉE D'ÉTUDE CERTAINS  
AGISSEMENTS DE LA SOCIÉTÉ

[Français]

**M. Réal Caouette (Témiscamingue):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au très honorable premier ministre.

Hier, à une question que je lui posais sur le comportement de la Société Radio-Canada, il a été assez ferme et catégorique, en donnant la réponse suivante:

...Je communiquerai avec l'honorable secrétaire d'État afin qu'il exige un rapport de la Société Radio-Canada sur ses activités. A ce moment-là, la Chambre des communes pourra décider quel sort elle lui réserve.

Or, hier soir, incidemment, le service de nouvelles de Radio-Canada n'a pas fait allusion à la réponse du premier ministre, comme d'habitude. Aujourd'hui, ma question est la suivante: Comme certains membres du personnel de la célèbre Société tiendront certainement à «sauver leur peau», le très honorable premier ministre n'est-il pas d'avis qu'il serait préférable de nommer, en dehors des cadres actuels, une commission indépendante et impartiale pour étudier toute la situation et, ensuite, faire rapport à la Chambre?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Je vais considérer la proposition, monsieur le président.

[Traduction]

**M. W. B. Nesbitt (Oxford):** Question supplémentaire: le premier ministre est-il disposé à demander au secrétaire d'État, qui répond de la société Radio-Canada devant la Chambre, de bien vouloir signaler à celle-ci que nous ne sommes pas activement en guerre avec les États-Unis.

**Des voix:** Oh, oh!

[L'hon. M. Basford.]

ALLÉGATION D'UN COMMENTATEUR VISANT  
L'ENTRÉE AU CANADA DE RÉFRAC-  
TAIRES ET  
DÉSERTEURS DES É.-U.—L'INCITATION À LA  
VIOLENCE

**Le très hon. J. G. Diefenbaker (Prince-Albert):** Monsieur l'Orateur, une question supplémentaire pour le premier ministre. Lors d'une série d'émissions diffusées ces derniers jours par Radio-Canada, nous avons entendu dire à diverses reprises que les services de sécurité de la Gendarmerie royale auraient indiqué, dans une note confidentielle, que le service de téléscrip- teur reliant le FBI à la Gendarmerie royale est utilisé pour annoncer à l'avance l'arrivée au Canada de réfractaires et de déserteurs, opération qualifiée de *Yellow Tagging* par ce commentateur, en l'occurrence l'un de ces Américains enseignant actuellement dans les universités canadiennes. Le premier ministre compte-t-il examiner de près cette question?

Le premier ministre voudrait-il aussi signaler au secrétaire d'État que l'on voit se multiplier depuis quelques jours comme des lapins, les commentateurs qui cherchent sur les ondes selon toute apparence à déclencher au Canada des manifestations analogues à celles des États-Unis?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, c'est là une accusation fort grave de la part du très honorable représentant. Je vais sûrement la signaler au secrétaire d'État et le prier de l'examiner avec le plus grand soin.

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

L'ENTENTE AVEC  
L'ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

**M. Heath Macquarrie (Hillsborough):** Monsieur l'Orateur, ma question destinée au ministre de l'Expansion économique régionale fait suite à celle que lui posait l'autre jour mon collègue le député de Malpègue, au sujet de l'entente sur le développement régional entre le Canada et le Nouveau-Brunswick. D'après le communiqué du ministre, jamais l'aide du gouvernement fédéral pour le développement n'avait pris encore une telle ampleur. Le ministre peut-il nous dire quand sera modifié le programme entre le Canada et l'Île-du-Prince-Édouard, afin que notre province puisse bénéficier également de cette largesse?

[Français]

**L'hon. Jean Marchand (ministre de l'Expansion économique régionale):** Monsieur l'Orateur, le programme relatif à l'Île du Prince-Édouard est continuellement révisé par les deux parties. Si les deux gouvernements estiment qu'il y a avantage à le modifier, nous le ferons avec plaisir.